

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DU TAILLAN MEDOC

Séance du 5 octobre 2023

L'an deux mil vingt-trois et le cinq octobre à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle du Conseil Municipal « Hôtel de Ville » sous la présidence de :
Madame Agnès VERSEPUY, Maire

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Membres présents et représentés
33	33	33

Date de la convocation

28.09.2023

PRESENTS

Mmes VERSEPUY - RICHARD – VOEGELIN-CANOVA - FABRE – TELLIEZ - TROUBADY – WALCZAK - ROY – LE GAC – JACON - MORICEAU
MM. GABAS – RONDY - CABRILLAT – BLONDEAU – AGNERAY - BRUGERE - TURPIN – MURARD – VIGOUREUX – JAUBERT - LAURISSESGUES

ABSENTS EXCUSES

Mme KOCIEMBA (Procuration de vote à Mme JACON)
Mme TROUBADY (Procuration de vote à Mme LE GAC)
Mme LECOMTE (Procuration de vote à Mme ROY)
Mme QUESTEL (Procuration de vote à M. RONDY)
Mme THELLIEZ (Procuration de vote à Mme RICHARD)
Mme MAUHE-BERJONNEAU (Procuration de vote à M. JAUBERT)
M. OZANEUX (Procuration de vote à Mme VERSEPUY)
M. VANDAMME (Procuration de vote à M. GABAS)
M. GRASSET (Procuration de vote à M. BLONDEAU)
M. SAINT-VIGNES (Procuration de vote à M. TURPIN)
M. LAVARDA (Procuration de vote à M. CABRILLAT)

Date d'affichage

28.09.2023

A été nommée secrétaire de séance

Mme Véronique JACON

Objet de la délibération

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Alessandro LAVARDA

OBJET**OCTROI DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE A MONSIEUR ALESSANDRO LAVARDA**

Madame le Maire, rapporteur, expose :

L'article 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune.

La commune est tenue de protéger le Maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes. Cette protection couvre notamment la prise en charge des frais de procédure, dépens et frais irrépétibles (horaires d'avocat, frais de consignation d'expertise etc...) ainsi que les dommages-intérêts civils prononcés, le cas échéant, par le juge, à charge pour l'élu de restituer l'équivalent des sommes qu'il aurait perçues de la part de la partie adverse. Dans le cas où de telles sommes auraient déjà été perçues en amont de l'attribution de la protection fonctionnelle, la prise en charge concernera le reste à charge supporté par l'élu.

Suite à une altercation ayant eu lieu le 12 juin 2023, Monsieur Alessandro LAVARDA, Conseiller municipal délégué sur le mandat 2020-2026, a sollicité le bénéfice de la protection fonctionnelle.

Vu la Commission municipale du 2 octobre 2023,
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,
Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE

1. **D'accorder** le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur Alessandro LAVARDA
2. **D'autoriser** Madame le Maire ou son représentant à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

POUR : 32 voix

CONTRE : /

ABSTENTIONS : /

PAS DE PARTICIPATION : 1 voix (M. LAVARDA)

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait au Taillan - Médoc,

Le 7 octobre 2023

MAIRE,



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :

- de sa transmission en Préfecture le 10/10/2023
- de sa publication le 10/10/2023